DIPLOMATIE GD

DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

AVRIL - MAI 2015

LES GRANDS DOSSIERS N°26

GÉOPOLITIQUE DE LA CRIMINALITÉ INTERNATIONALE

MAFIAS, CRIME ORGANISÉ, ÉCONOMIE PARALLÈLE

BEL : 12 €, CDN : 17.99 $, CH : 20 FS, D : 12 €, DOM : 11.50 €, ESP : 11.30 €, GR : 11.30 €, IT : 11.30 €, LUX : 12 €, MAR : 86 MAD, TOM : 1300 CFP, PORT. CONT : 11.30 €, JAP : 2760 JPY

WWW.DIPLOMATIE-PRESSE.COM

M 02271 - 26 - F: 10,95 € - RD

SOMMAIRE

LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE N°26

MAFIAS, CRIMINALITÉS ET TRAFICS

MAFIAS,

Edito . . . . . p.

ENJEUX ET ÉVOLUTIONS . . . . . p.

ANALYSE Marchés criminels, crime organisé, économie et État : pouvoir et puissance de l'illicite . . . . . p.

FOCUS Le renseignement criminel . . . . . p.

ENTRETIEN Penser la criminalité internationale à travers le prisme géopolitique . . . . . p.

ANALYSE Mafias et « face noire de la mondialisation » . . . . . p.

MAFIAS ET CRIME ORGANISÉ . . . . . p.

ANALYSE Les mafias italiennes : une force transnationale ? . . . . . p.

FOCUS New York, capitale de la mafia italo-américaine . . . . . p.

FOCUS Le crime organisé en France : puissance et impunité . . . . . p.

ANALYSE Triades chinoises : l'Empire du « Milieu » . . . . . p.

FOCUS Les yakuzas à l'épreuve de la modernité . . . . . p.

ANALYSE Russie : de la *maffya* à l'État mafieux . . . . . p.

FOCUS Gangs de motards criminalisés : la fin des grands blocs ? . . . p.

FOCUS La mafia turque : une relation de longue date avec les milieux politiques . . . . . p.

FOCUS La « mafia » albanaise dans la cour des grands . . . . . p.

ANALYSE Les organisations narcotrafiquantes mexicaines : mafias, cartels, multinationales ? . . . . . p.

Mama Coca
El Papel de la Coca
www.mamacoca.org

CRIMINALITÉS ET TRAFICS

NALYSE Amérique latine : crime organisé et violence
ans la région la plus meurtrière au monde . . . . . p. 60

OCUS Réseaux criminels transfrontaliers en Afrique de l'Ouest :
s menaces mobiles appellent des réponses mobiles . . . . . p. 65

CTIVITÉS ET ÉCONOMIES CRIMINELLES . . . . . p. 68

NTRETIEN Narcotrafic : état des lieux . . . . . p. 70

OCUS Trafic mondial d'armes légères :
yers et filières d'aujourd'hui et de demain . . . . . p. 74

OCUS Traite des personnes et trafic de migrants :
uand l'objet du deal est humain . . . . . p. 77

NALYSE Crime-contrefaçon : comment la contrefaçon
limente le crime organisé . . . . . p. 80

ORTFOLIO La prostitution : un marché ancien, mondialisé
en plein développement . . . . . p. 83

NTRETIEN Le crime organisé en col blanc . . . . . p. 84

NALYSE Le blanchiment d'argent :
teurs, techniques, évolutions . . . . . p. 88

NALYSE Autres temps, autres menaces :
s fraudes systémiques . . . . . p. 92

ectures . . . . . p. 97

onnement . . . . . p. 98

entretien

Avec **Yury Fedotov**, directeur exécutif de l'ONUDC (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime).

Narcotrafic : état des lieux

L'une des missions de l'ONUDC consiste à collecter et analyser les données mondiales concernant le trafic de stupéfiants. Quelles sont les dernières évolutions dans ce domaine et quels sont les défis à prévoir pour les années à venir ?

Yury Fedotov : Les recettes globales des drogues illicites atteignent environ 320 milliards de dollars par an. Une partie de ces profits provient du trafic d'opiacés, que l'ONUDC estime à près de 68 milliards de dollars par an. Le commerce de la cocaïne est évalué, quant à lui, à près de 85 milliards de dollars. Pour ce qui est du cannabis, ce commerce s'élève à plus de 100 milliards de dollars.

Les défis principaux portent sur la culture et la production d'opium en Afghanistan, l'essor de nouvelles substances psychoactives, la nécessité de contenir les produits chimiques précurseurs, l'expansion depuis 2007 des stimulants de type amphétamine, la vulnérabilité constante de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est aux drogues, en particulier à la cocaïne, mais également à l'héroïne, l'augmentation du blanchiment d'argent et la violence en Amérique centrale et ailleurs dans le monde.

J'évoque en premier lieu l'Afghanistan, car ce pays rencontre d'immenses difficultés. L'étude sur l'opium en Afghanistan (*Afghanistan Opium Survey*) réalisée en 2014 par l'ONUDC montre que la production d'opium, estimée à 6400 tonnes, était en augmentation de 17 % par rapport à 2013. Dans le même temps, l'éradication des cultures du pavot a diminué de 63 % (avec 2692 hectares détruits), puisque les campagnes conduites par les gouverneurs dans ce domaine ont été moins actives dans l'ensemble des provinces, compte tenu de la situation sécuritaire difficile.

En Asie du Sud-Est, la culture de l'opium a légèrement augmenté en passant de 61 700 à 63 800 hectares au Myanmar et au Laos. Selon les estimations, en 2014, ces deux pays ont produit près de 762 tonnes d'opium. Mais quelques signes positifs existent également en d'autres parties du monde. Ainsi, en Colombie, la culture de la coca et la production de cocaïne ont connu des baisses significatives. Fin 2012, les superficies plantées en cocaïers dans le pays avaient été réduites d'un quart par rapport à 2011, en passant de 64 000 à 48 000 hectares.

Depuis les années quatre-vingt-dix, en dehors de l'année 2000-2001 où la culture du pavot avait été interdite par les talibans, l'Afghanistan est le premier producteur d'opiacés au monde, fournissant 90 % de la production totale. Pourquoi ? Qu'est-ce qui est fait localement pour lutter contre la production d'opium ? Le départ des troupes de l'OTAN constitue-t-il un risque d'aggravation de la situation ?

Le commerce illicite de drogues menace en effet la stabilité et le développement en Afghanistan et dans les pays voisins. Le trafic d'opium à travers l'Asie de l'Ouest et l'Asie centrale engendre criminalité, corruption, illégalité et SIDA. L'abus de drogues est un fardeau pour la santé publique et l'Afghanistan connaît l'un des taux de consommation d'opiacés les plus importants au monde avec un taux de prévalence d'environ 2,65 %, alors qu'il n'était que de 1,4 % en 2005.

Photo ci-dessus : Champ d'opium en Afghanistan. (© UNODC/ZALmai)

Les talibans sont aujourd'hui activement impliqués dans le commerce de l'opium et, d'après les estimations prudentes de l'ONUDC, au moins 210 millions de dollars provenant de ce commerce illicite vont à l'insurrection. Ce n'est d'ailleurs pas une coïncidence si une grande partie des cultures d'opium se trouvent dans les zones où l'insurrection est la plus forte.
J'ai rencontré le président Ashraf Ghani et le chef de l'exécutif, Abdullah Abdullah, début novembre 2014. J'ai informé les dirigeants afghans que l'ONUDC fera tout son possible pour soutenir leur action, ainsi que leur pays et leur population dans la lutte contre le flux de ces drogues illicites. La conversation fut positive et je pense qu'une nouvelle page pourrait être écrite sous cette nouvelle gouvernance prometteuse.
Concernant la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), il convient de rappeler que la plupart des forces militaires n'étaient pas impliquées dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. Mais j'admets que ce retrait a peut-être miné l'économie licite et encouragé, dans le vide créé, la croissance de l'économie illicite.
Pour lutter contre le trafic d'opium, nous devons promouvoir l'économie licite et en particulier des moyens de subsistance alternatifs. En Colombie, l'ONUDC a enregistré un succès considérable. L'organisation a aidé 150 000 cultivateurs à passer de la dépendance aux marchés illicites à des moyens de subsistance durables. Au Pérou, où l'ONUDC est engagée depuis bien plus longtemps, les fermes vendent actuellement des produits à hauteur de 110 millions de dollars sur le marché

Photo ci-contre :
Le 3 janvier 2014, la police chinoise effectue une descente dans la ville de Lufeng, dans le Guangdong : trois tonnes de méthamphétamine en cristaux saisies ; 182 suspects interpellés, issus de 18 sites de production gérés par la puissante triade hongkongaise Sun Yee On. La corruption au sein de l'industrie pharmaceutique chinoise, notamment dans la province du Guangdong, constituerait un facteur clé dans le développement de la production de la méthamphétamine.
(© Xinhua/Rong Chuwen)

> *« Les recettes globales des drogues illicites atteignent environ 320 milliards de dollars par an. Une partie de ces profits provient du trafic d'opiacés, que l'ONUDC estime à près de 68 milliards de dollars par an. »*

national et à l'international.
Cela étant, je reconnais que les problèmes auxquels nous sommes confrontés en Afghanistan sont considérables. Il est nécessaire de développer les infrastructures de base, comme les routes et les ponts, pour aider les cultivateurs à livrer leurs produits sur les marchés. Cela signifie littéralement travailler avec eux, de l'initiation aux cultures alternatives jusqu'à la vente sur les marchés. À défaut, le risque existe que les cultivateurs ne soient pas récompensés comme il se doit pour avoir renoncé aux cultures illicites.
Un autre aspect essentiel tient à la coopération régionale entre l'Afghanistan et les pays voisins, notamment sur des questions sécuritaires et économiques. Le commerce d'opium n'est pas un problème que l'Afghanistan est en mesure de résoudre seul. L'ONUDC apporte une aide à travers ses initiatives Triangulaire (Afghanistan-Iran-Pakistan) et AKT (Afghanistan-Kirghizstan-Tadjikistan), qui réunissent les pays de la région pour mener conjointement des opérations et partager des informations. Nous avons également créé l'initiative « Mise en convergence des réseaux » (*Networking the Networks Initiative*) visant à relier les organisations, notamment pour partager sur les principaux itinéraires utilisés par le trafic de drogues.
Notre Programme régional pour l'Afghanistan et les pays voisins est aussi étroitement lié au programme national de ce pays et à d'autres programmes régionaux afin que nous puissions continuer à développer la coordination et la coopération contre ce commerce illicite qui est à la source d'innombrables dommages en Asie de l'Ouest et en Asie centrale.

À propos des itinéraires utilisés par le trafic de drogues, de nouvelles routes sont apparues pour le transport d'héroïne. Est-ce dû à une plus

Photo ci-contre :
À Lima, des membres de la Police nationale péruvienne se préparent à incinérer des sacs de plastique contenant de la drogue, en janvier 2015. Depuis trois ans, le pays est devenu le premier producteur mondial de coca (feuille essentielle à l'élaboration de la cocaïne), dépassant la Colombie, bien que l'action gouvernementale ait permis de faire baisser la production en diminuant les surfaces de coca cultivables. Les cultures se sont toutefois déplacées dans la région amazonienne.
(© Xinhua/Luis Camacho)

grande efficacité de la lutte contre ce trafic sur les routes traditionnelles ?

Jusqu'à récemment, il existait deux principaux itinéraires pour le trafic afghan d'héroïne : la route des Balkans vers l'Europe de l'Ouest et l'Europe centrale et la route du nord vers la Fédération de Russie. Il en existe à présent une troisième, celle du sud, depuis l'Afghanistan et le Pakistan (et dans une moindre mesure l'Iran). Cette route fournit l'Asie du Sud, l'Asie de l'Est, l'Afrique et l'Europe centrale et occidentale.

Ensemble, ces trois routes approvisionnent en opium la majeure partie du monde, à l'exception de l'Amérique latine et de l'Amérique du Nord, qui en reçoivent de Colombie et du Mexique. On estime, par exemple, que l'Afghanistan ne fournit qu'environ 5 % des besoins en opium de l'Amérique du Nord. Pour les routes des Balkans et du nord, le trafic d'opium se fait par voie terrestre (camions ou trains), tandis que pour la route du sud, il emprunte principalement les voies maritimes et, dans une moindre mesure, aériennes.

Photo ci-dessus :
En janvier 2012 à Sao Paulo, la police militaire brésilienne effectue une série d'arrestations dans le quartier surnommé « Cracolandia », réputé pour ses nombreux consommateurs de crack. L'organisation de la Coupe du monde de football au Brésil en 2014 aurait entraîné une augmentation du trafic de drogue en provenance du Pérou et de Bolivie dans le pays qui était déjà le deuxième consommateur de cocaïne au monde derrière les États-Unis. (© Sergio Carvaho/ Diario SP)

Entre 60 et 65 tonnes d'héroïne transitent vers l'Europe centrale et occidentale par la route des Balkans, pour une valeur de 13 milliards de dollars. Les saisies d'héroïne y sont à leur plus bas niveau depuis dix ans, mais la saisie en 2012, en Turquie, de 13,3 tonnes, l'une des plus importantes au monde, témoigne de l'importance persistante de cette route.

Alors que l'Afrique de l'Ouest n'était qu'une zone de transit, notamment entre l'Amérique latine et l'Europe, la région est aujourd'hui devenue un marché à part entière, ainsi qu'une zone de production de drogues de synthèse. Comment expliquer une telle évolution ?

L'Afrique de l'Ouest est l'exemple d'une région dans laquelle la drogue et le crime ont un impact terrible. Les combats au Mali et le coup d'État de 2012 en Guinée-Bissau ont rendu ces deux pays particulièrement vulnérables. La région sahélienne constitue une autre zone problématique, nourrissant les craintes sur les liens étroits qui pourraient exister entre criminels et terroristes.

Selon l'évaluation de la menace pour l'Afrique de l'Oues conduite en 2013 par l'ONUDC, 18 tonnes de cocaïne étaier expédiées par voie maritime vers l'Europe *via* l'Afrique d l'Ouest ; la valeur en gros serait de l'ordre de 1,25 milliard d dollars. Mais après une croissance soutenue, la consomma tion de cocaïne en Europe est à présent stable. Cela a condu les trafiquants à chercher de nouveaux marchés afin d'accro tre la consommation en Afrique de l'Ouest et de l'Est.

L'Afrique de l'Ouest est également devenue une plaque tour nante pour la production de méthamphétamine, qui transit ensuite vers l'Afrique du Sud, l'un des principaux consomma teurs. Plusieurs laboratoires de méthamphétamine ont ét découverts au Nigéria depuis 2011.

Près de 10 % des passeurs de méthamphétamine utilisant le voies aériennes arrêtés en 2010 dans les principaux pays d destination que sont l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, la Coré du Sud et la Thaïlande étaient des ressortissants de pay d'Afrique de l'Ouest. On estime que le commerce dans ce pays génère un revenu brut de près de 360 millions de dollar par an pour les trafiquants d'Afrique de l'Ouest.

Tout aussi inquiétant, on trouve de l'héroïne de plus en plu régulièrement dans cette région. Les saisies en Afrique d l'Ouest sont passées de 20 kg en 2008 à un pic de 392 k en 2011. L'ensemble de ces données montre que les groupe implantés en Afrique de l'Ouest jouent aujourd'hui un rôl croissant dans le commerce mondial de drogues.

> *« Il est nécessaire de développer des programmes efficaces au niveau local, tout en consolidant dans le même temps l'État de droit et en adoptant des mesures visant à réduire la corruption. »*

Tout cela peut avoir un impact considérable en Afrique de l'Ouest en termes de santé publique. Nombre de problème sont dus à une faiblesse de l'État de droit. Pour mettre un terme aux flux des trafics de drogues et autres contrebandes, il es nécessaire de développer des programmes efficaces au niveau local, tout en consolidant dans le même temps l'État de droit e en adoptant des mesures visant à réduire la corruption.

Le nombre de laboratoires fabriquant des drogues de synthèse ne cesserait d'augmenter et l'ensemble des régions du globe semble concerné par le phénomène. Qui sont les principaux acteurs de ce marché et comment expliquer un tel engouement à l'échelle mondiale ?

Le nombre de laboratoires clandestins produisant des dro gues de synthèse détectés par les forces de l'ordre varie, tou comme leur capacité de production. Nombre d'entre eux son de petite taille, comme les laboratoires de cuisine, tenus pa des consommateurs de drogues pour leur propre consomma tion, tandis que d'autres ont la capacité de produire plusieurs tonnes par an. Pour autant, depuis 2010, les saisies de stimu lants de la famille des amphétamines (comprenant l'amphéta

mine, la méthamphétamine et les stimulants de type ecstasy) ont fortement augmenté, indiquant une expansion rapide sur le marché.

Selon l'Évaluation mondiale des drogues synthétiques 2014 (*Global Synthetic Drug Assessment 2014*), produite par l'ONUDC, l'importance croissante de la méthamphétamine est une nouvelle caractéristique de ce marché. Les informations sur la consommation de drogues et les saisies en Asie de l'Est et du Sud-Est indiquent qu'il s'agit d'un marché en expansion pour ce produit, qui ne repose plus seulement sur la méthamphétamine fabriquée dans la région, mais est également une destination pour celle provenant d'Amérique du Nord/centrale et d'Afrique de l'Ouest. L'Europe aussi a vu une augmentation de la consommation de méthamphétamine, dans des pays où cette drogue était auparavant peu répandue.

De nouvelles substances psychoactives (NSP) ont émergé dans la quasi-totalité des régions du monde. Il s'agit pour la plupart de produits de synthèse. Le nombre de substances différentes rapporté à l'ONUDC a rapidement augmenté depuis que la surveillance a débuté et s'élevait fin 2013 à 348. Les NSP sont des substances qui peuvent ou non avoir en commun des risques, des effets et des profils similaires avec les substances qu'elles sont censées copier. Elles sont un défi considérable pour les chercheurs et les dirigeants qui cherchent à évaluer le risque en termes de nuisance et à prendre les mesures adéquates pour les contrôler. Si elles ne font pas l'objet d'un contrôle international, une bonne partie des NSP est prise en compte par la législation nationale.

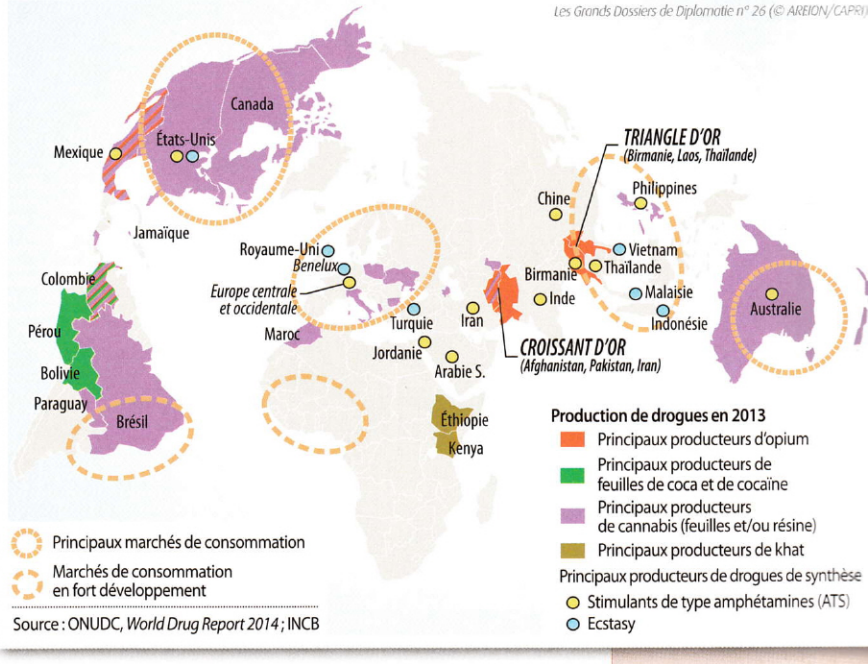
En quoi le contrôle des précurseurs constitue-t-il un atout de taille dans la lutte contre le trafic de drogue, et notamment contre les drogues synthétiques ?

Le contrôle des précurseurs est une des principales stratégies de réduction de l'offre qui a gagné en importance depuis l'adoption, en 1988, de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

Dès les années quatre-vingt-dix, le groupe d'action sur les produits chimiques (groupe de travail international créé à l'initiative du G7, NdlR) montrait que « l'acquisition de substances chimiques nécessaires à la production de drogues est l'un des rares points dans lesquels (...) le trafic de drogues rencontre le commerce licite. La réglementation du commerce licite afin d'empêcher les trafiquants d'obtenir les substances chimiques dont ils ont besoin est un de nos outils les plus précieux dans la lutte contre les narcocriminels. »

La nécessité d'interrompre ce flux a gagné en pertinence avec le temps, car une proportion croissante des drogues illicites

Principales zones de production et de consommation du narcotrafic



disponibles aujourd'hui sur le marché sont des drogues de synthèse pour lesquelles on ne peut utiliser les mesures traditionnelles de contrôle de l'offre appliquées aux substances à base de plantes, comme le développement alternatif ou l'éradication.

Le recours au contrôle des précurseurs revêt une importance particulière pour les drogues de synthèse, car elles sont, pour la plupart, produites localement ou tout au moins dans la région où elles sont consommées. Ainsi, les possibilités d'interdire ces drogues de synthèse aux frontières sont limitées. Un autre problème concernant les NSP tient au fait que souvent leurs précurseurs chimiques ne sont pas soumis à un contrôle international.

Le 1er janvier 2014, le Colorado légalisait la marijuana. Un an plus tard, on apprend que les taxes prélevées sur la vente de cannabis rapportent tellement à l'État américain qu'il pourrait reverser une partie des gains aux contribuables. Quelle est la position de l'ONUDC sur cette question ?

Nous suivons de près ce qui se passe aux États-Unis. Toutefois, en tant que directeur de l'ONUDC, je dois agir, au sein du système des Nations Unies, en chef de file pour combattre les drogues illicites. Par conséquent, de mon point de vue, la légalisation n'est pas la solution au problème de la drogue dans le monde et le fait d'amender les conventions ne répondra pas à l'objectif ultime qui est de protéger la santé et le bien-être de l'humanité.

Plus que la légalisation, il est nécessaire de rééquilibrer soigneusement la mise en œuvre des conventions afin de se concentrer davantage sur la santé. Une telle approche met l'accent sur la prévention et le traitement pour les consommateurs de drogues, le respect des droits de l'homme, ainsi que sur l'élimination du stigmate et de la discrimination qui empêchent leur accès à des services de santé vitaux.

Entretien réalisé par Thomas Delage

Photo ci-contre :
Alors que les opiacés et les opioïdes constituent la drogue responsable du plus grand nombre de décès dans le monde, la Russie considère le trafic de drogue d'origine afghane comme une des plus graves menaces pour la paix et la stabilité internationale. En novembre 2014, le directeur du Service fédéral russe de contrôle des stupéfiants (FSKN) déclarait que près de 50 000 jeunes Russes meurent chaque année de leur addiction à la drogue. (© Evdokimov Maxim)